

Syrie : le pari risqué de Moscou

Julien NOCETTI

L'histoire se répéterait-elle ? En 1956, le coup d'éclat diplomatique de l'URSS lors de la crise de Suez détourna l'attention des Occidentaux de la répression de l'insurrection de Budapest par l'Armée rouge. Six décennies plus tard, l'affirmation russe en Syrie se produit alors même que se fixe le front ukrainien, permettant à Vladimir Poutine de tester la fermeté des Occidentaux tout en ayant les coudées plus franches dans le Donbass. La symétrie avec 1956 va plus loin : par leur inconstance dans le conflit syrien, France et Grande-Bretagne sont marginalisées, alors que la campagne libyenne de 2011 les avait remis en selle. Mais, à la différence de Suez, où le vide diplomatique créé par l'intervention tripartite avait été comblé par les États-Unis, la question syrienne ne verra guère une administration Obama, qui a fondé une partie de sa politique extérieure sur son désengagement du Moyen-Orient, s'y réinvestir militairement. Or les relations internationales ont horreur du vide, et l'on voit mal les Russes jouer le rôle de gendarmes dans une région où, eux aussi, peinent à appréhender la complexité des recompositions socio-économiques et politiques, sans compter que le « syndrome afghan » travaille encore l'inconscient des élites politiques et militaires russes.

Le dossier syrien, vu de Moscou, illustre bien davantage qu'un simple soutien à un allié aux abois. L'activisme russe permet d'esquisser cinq enseignements, qui associent étroitement politique étrangère et politique intérieure, positionnement régional et positionnement global.

Julien Nocetti est
chercheur au Centre
Russie/NEI de l'Ifri.

*Les opinions exprimées
dans ce texte n'engagent
que leur auteur.*

ISBN : 978-2-36567-449-2
© Tous droits réservés,
Paris, Ifri

18 septembre 2015

ifri

Tout d'abord un rappel, en apparence ingénu, s'impose : la question syrienne n'est guère simple pour Moscou, et ne l'a jamais été. La relation bilatérale est même historiquement peu commode : Hafez Al-Assad, le père de l'actuel président syrien, a souvent joué de sa situation de dépendance pour imposer sa propre politique régionale, suscitant en retour l'embarras de Moscou. Plus près de nous, la relation bilatérale a été parasitée par le jeu d'Israël visant à empêcher Moscou de livrer ses armements offensifs les plus sophistiqués à Damas. Pour la Russie, préserver sa relation de clientèle avec la Syrie l'expose à braquer ses relations avec Israël et l'Occident. De même, la coopération russo-syrienne est établie depuis plusieurs décennies via des canaux institutionnels éprouvés, qui placent le Kremlin sous l'entière dépendance de liens tissés avec les seuls cadres du régime. Dernièrement, Sergueï Lavrov confiait à Lakhdar Brahimi, l'ancien médiateur des Nations Unies dans le conflit syrien, que la Russie a autant d'influence sur Assad que les États-Unis sur Israël...

De la Syrie au Caucase ?

Deuxièmement, les avancées djihadistes sur le théâtre syro-irakien concernent directement la Russie en raison du nombre de ses ressortissants (2 200) qui combattent dans les rangs de Daech et d'Al-Nosra. Daech en particulier a besoin de combattants issus de l'espace postsoviétique : aguerris au combat, ils sont relativement autonomes vis-à-vis des clans et des intérêts locaux. Plusieurs Tchétchènes font d'ailleurs partie du haut commandement militaire de Daech. À terme, on peut craindre un accroissement de la porosité entre les théâtres syro-irakien et caucasien, pour au moins trois raisons. D'abord, la mouvance djihadiste caucasienne a depuis un an essuyé de nombreuses défections au profit de Daech. Les djihadistes caucasiens préfèrent rejoindre la lutte pour le « califat », avec le prestige que cela confère à leur retour en Russie, plutôt que de rester combattre au sein de l'Émirat du Caucase, dont le commandement a été plusieurs fois décapité depuis 2014, et dont les orientations « idéologiques » nées de la rivalité avec Daech minent son efficacité opérationnelle. Depuis juin dernier, le Caucase est qualifié de *willaya* de Daech, ce qui signale une volonté d'implantation territoriale. Ensuite, la propagande de Daech cible de manière active l'ex-URSS. La version russe du magazine *Dabiq* appelle les russophones à rejoindre la Syrie et l'Irak, quand les réseaux sociaux russes sont utilisés pour répandre la « cause » (diffusion de nouvelles du front, partage de sermons, appels à lever des fonds). Enfin, un renforcement de la présence militaire russe en Syrie ne pourra qu'aimer le djihadisme caucasien sur le terrain, et toute capture de soldats russes sera exploitée médiatiquement par Daech.

Malgré tout, le nombre de combattants présent en Syrie légitime l'un des axes de la diplomatie russe au Moyen-Orient : nouer des relations fondées sur des intérêts sécuritaires mutuels, tant avec les républiques (Syrie, Égypte) qu'avec les monarchies sunnites et Israël, qui cherche à compenser les

atermoiements de la politique américaine. Ce n'est donc pas un hasard si Ramzan Kadyrov, le président tchétchène, parcourt régulièrement le Levant et le Golfe – il a rencontré Abdallah II de Jordanie à plusieurs reprises au cours de l'année écoulée – pour nouer des coopérations antiterroristes, ni si des troupes aéroportées russes participeront à des exercices antiterroristes en Égypte cet automne. Sur le plan intérieur, la menace d'une perméabilité de la Russie à Daech permet au Kremlin d'alimenter le nationalisme de la population russe et de persuader l'Occident que la Russie est son allié naturel dans la lutte contre le terrorisme islamique.

Moscou/Téhéran, Moscou/Washington

Troisièmement, la montée en puissance russe ne saurait être analysée sans la mettre en relation avec le jeu d'un autre acteur majeur du conflit syrien : l'Iran. Après l'accord sur le nucléaire iranien, qui ouvre la voie à une réintégration de l'Iran dans la communauté internationale, Moscou voudra certainement empêcher toute entente américano-iranienne sur la Syrie qui l'exclurait de facto du Moyen-Orient. Pour la Russie, la relation triangulaire avec Damas et Téhéran ne joue plus nécessairement en sa faveur. Au contraire de la Russie, qui dépend uniquement des liens forgés avec les institutions officielles syriennes, l'Iran prépare l'après-Assad en misant sur un tissu d'élites ayant émergé dans le chaos de l'après-2011. En apportant un soutien direct aux Forces de défense nationale, armées et coordonnées par le Hezbollah, Téhéran donne les moyens de façonner les futures institutions sécuritaires syriennes autour de ses seuls intérêts. Intervenir militairement permet ainsi à la Russie de rééquilibrer les forces loyalistes à son avantage.

Quatrièmement, le renforcement de la présence russe en Syrie est indissociable de la relation russo-américaine. L'escalade actuelle est probablement intentionnellement destinée à créer un sentiment d'urgence qui pourrait jouer en faveur du Kremlin, dans un contexte de frilosité des États-Unis en matière d'usage de la force, et de divisions profondes de l'Europe sur la question des réfugiés. En bonne logique réaliste, l'objectif de Poutine est de réussir la polarisation des intérêts au Moyen-Orient, en accord avec sa propre lecture des relations internationales. La ligne de clivage ne sépare plus, comme à l'époque de la guerre froide, les États en fonction de leur idéologie, ni Israël et les Arabes ; elle oppose, selon Moscou, un Occident en déclin, incapable d'exporter son modèle politique, à des États rejetant toute forme d'ingérence occidentale, notamment via la « responsabilité de protéger », de même que les valeurs libérales qui sous-tendent cette approche. Que veut la Russie ? Signifier la fin de l'ère du *regime change* et montrer qu'elle, par contraste, est un acteur fiable dans la région. Obsédés par leur quête de parité avec les États-Unis, les dirigeants russes cherchent un dialogue exclusif avec Washington sur le règlement des crises régionales. Un Moyen-Orient pacifié, soustrait à l'influence russe, enlèverait du poids à la Russie. C'est pourquoi, tout en souhaitant d'un côté une baisse de l'état de tension existant dans la

région, Moscou a constamment contribué à maintenir cet état de tension en répondant aux exigences – surtout militaires – des pays du Moyen-Orient. Le dossier syrien illustre à merveille cette approche.

Quels objectifs militaires ?

Enfin, sur le plan militaire, l'intervention russe en Syrie répond à un défi auquel aucune puissance occidentale n'est capable de répondre à court terme. La Russie dispose de troupes fraîches, d'une capacité de projection stratégique – quoique modeste sur le plan aéronaval –, d'une connaissance fine des modes opératoires djihadistes et, par une réactivation du Traité d'amitié et de coopération de 1980, d'un accord de défense avec l'État syrien qui, en termes de droit international, légitime son intervention. Le temps de l'envoi d'un simple bataillon du génie (300 militaires) au Liban en 2006 apparaît lointain... La stratégie russe vise avant tout à reconquérir le sanctuaire alaouite délimité par l'axe Lattaquié-Tartous sur la côte, afin de reprendre l'axe Damas-Homs plus à l'est. La victoire diplomatique qui résulterait d'un succès militaire ne manquerait pas d'être exploitée par Vladimir Poutine sur la scène internationale. Mais dans le même temps, en plus de crispier les monarchies du Golfe et la Turquie, elle marquerait une rupture dans la politique russe dans le monde arabe. Moscou fonde en effet celle-ci sur un passé vierge de toute colonisation et d'implication militaire directe.

« Aujourd'hui, pour les Syriens, de toutes les nations qui se partagent l'Europe et le monde, la Russie est la seule qu'il faille craindre, la seule en qui l'on puisse espérer », écrivait l'assomptionniste français Jules Pargoire au début du ^{xx}^e siècle. Ces propos résonnent étrangement dans l'actualité – mais voir dans la Russie une puissance « qui avance, avance toujours » ne doit pas occulter ses limites, réelles.